



Quelque part au milieu de nulle part

LE « POPULISME DÉCENT » SELON DAVID GOODHART

Sa traduction était attendue depuis la parution du livre outre-Manche, en 2017. C'est chose faite. *The Road to Somewhere* est enfin disponible en français sous le titre : *Les deux clans. La nouvelle fracture mondiale* (Les Arènes). Son auteur, David Goodhart, y établit la distinction, devenue pour ainsi dire canonique, entre les « *anywhere* » (« ceux de Partout ») et les « *somewhere* » (« ceux de Quelque-part »), qui dessine les nouvelles lignes de fracture, par-dessus la droite et la gauche.

ÉLÉMENTS : Vous dressez le constat d'une fracture, qui n'est pas propre à la Grande-Bretagne, entre les « *anywhere* » et les « *somewhere* », fondée sur des critères socio-économiques et culturels. Pouvez-vous revenir sur la méthode qui vous a permis de définir ces catégories, mais également de quantifier la part de chacun de ces « clans » dans la société anglaise ?

DAVID GOODHART. La méthode n'est pas très compliquée. Je me suis simplement penché de très près sur les études d'opinion et de « valeurs », en particulier l'irremplaçable et inestimable « British Social Attitudes Survey » [NDLR : enquête annuelle, réalisée depuis 1983, mesurant l'évolution des opinions des Britanniques sur un certain nombre de sujets de société]. J'ai analysé les croyances et les attitudes

que les gens expriment, en fonction de divers critères sociaux, et au premier chef leur niveau de formation. Ce qui émerge clairement, c'est que 25 à 30 % de la population a une vision du monde « *anywhere* » largement libérale, marquée par une forte préférence pour l'ouverture et la liberté individuelle, une bienveillance pour l'immigration et un faible sens de l'appartenance nationale. Environ la moitié des Britanniques, au contraire, généralement moins diplômés – ceux que j'appelle donc les « *somewhere* » –, insistent beaucoup plus sur le caractère familier du lieu et de la communauté et placent les valeurs de sécurité devant celles de liberté et de nouveauté. Il s'agit certes de conceptions du monde à grosse maille et un peu confuses, et on peut toujours discuter sur la part de population que

j'ai affectée à chaque groupe. Il faut aussi avoir conscience qu'il existe de nombreuses sous-catégories d'« anywhere » et de « somewhere ». Ainsi, à l'extrême des « anywhere », vous avez les véritables habitants du « village global », qui représentent peut-être 3 à 5 % de la population. Et à l'extrême des « somewhere », se trouvent les véritables xénophobes, là encore environ 5 % de la population. Il y a également un groupe important, de l'ordre du quart de la population, qui partage à peu près équitablement les deux visions du monde : je les ai appelés – pardonnez mon manque d'imagination ! – les « entre-deux ».

En tout cas, les Britanniques aiment évoluer en société avec ces étiquettes que j'ai créées, et jouent à se positionner dans un groupe ou dans l'autre, même si la plupart des existences individuelles sont trop idiosyncrasiques, trop singulières, pour correspondre parfaitement à une catégorie. Ces étiquettes nous aident néanmoins à comprendre certaines des tendances de fond qui travaillent les sociétés occidentales. Je crois que les différences fondamentales entre les « anywhere » et les « somewhere » sont à chercher dans les attitudes à l'égard de l'attachement au groupe et du changement. Les « anywhere » ont en général ce qu'il est convenu d'appeler une « identité absolue » fondée sur leur réussite scolaire et professionnelle, qui les rend plus habiles à surfer sur les vagues de la modernité. Les « somewhere », par contraste, sont plus susceptibles d'avoir une « identité relative » fondée sur le lieu et la communauté. C'est pourquoi les identités des « somewhere » sont davantage ébranlées par les changements de la société. Ce qu'il faut constamment garder en tête, c'est que ces deux visions du monde sont parfaitement convenables et légitimes, au moins dans leurs formes modérées. Le problème est qu'elles sont en divergence si forte dans certains domaines de la vie sociale, que cette opposition est à la base de l'instabilité politique actuelle.

ÉLÉMENTS : Dans ce nouveau paysage, que reste-t-il du clivage gauche-droite ?

DAVID GOODHART. Gauche et droite n'ont pas disparu, pas plus que la lutte des classes ou les débats autour de la redistribution, de la taille de l'État... Mais ce clivage est devenu relativement moins important, pour deux raisons. Tout d'abord, parce que les autres débats socio-culturels qui divisent les « anywhere » et les « somewhere » – la sécurité, l'identité, les frontières, l'immigration, les valeurs nationales, le rythme des changements, etc. – ont pris une place politique cen-

LES « ANYWHERE » EXPRIMENT LEUR RADICALISME POLITIQUE À TRAVERS UN ENGAGEMENT ABSTRAIT POUR L'IMMIGRATION. ILS PENSENT QUE LA « DIVERSITÉ » EST AIMABLE ET CULTIVENT DE FAIBLES ATTACHEMENTS AU GROUPE, Y COMPRIS LA NATION ET LES LIEUX

trale, du fait de l'ouverture croissante des sociétés, à la fois d'un point de vue économique et sociétal, depuis la fin de la guerre froide. Deuxièmement, parce qu'on a assisté à une convergence de vue assez étonnante dans les matières économiques ces dernières décennies. C'est vrai pour le Royaume-Uni, et je pense qu'il en va de même pour la plupart des pays européens. Les divisions de classes se sont quelque peu adoucies. La classe ouvrière s'est rétrécie et est moins à gauche, la classe moyenne est moins arc-boutée sur ses privilèges et moins hostile à une certaine justice sociale, en partie parce qu'une part grandissante de la classe moyenne travaille dans ce qu'on appelle l'économie du *care* : la santé, l'éducation... Peu de personnes du centre droit demeurent partisans du *thatcherisme*. L'une des causes de l'échec de Corbyn aux dernières élections a été de caricaturer les conservateurs comme d'affreux dérégulateurs qui voudraient démanteler le système de santé. Le parti *tory* est en réalité en faveur d'une démocratie sociale de marché. Le conservatisme, tenant d'un État mince et d'impôts faibles, est devenu une force politique marginale en Europe. Bien entendu, les conservateurs ne sont pas aussi égalitaristes que les électeurs de gauche, mais beaucoup d'entre eux sont désormais persuadés que des inégalités trop fortes sont problématiques.

ÉLÉMENTS : Vous décrivez la position à l'égard de l'immigration de masse comme le facteur le plus clivant dans la fracture des sociétés occidentales. S'agissant de la Grande-Bretagne, il ne peut s'agir de racisme, puisque le rejet de l'immigration de masse cible d'abord l'explosion des flux migratoires de populations européennes en provenance de l'Est du continent. Dans quelle mesure ces flux illustrent-ils le fossé entre les « Partout » et les « Quelque-part » ?

DAVID GOODHART. Il subsiste du racisme dans nos sociétés, mais beaucoup moins que dans le passé. En partie parce que nous nous sommes habitués à croiser dans nos vies des gens d'ethnies différentes, mais aussi parce que l'ère coloniale et le suprémacisme blanc qui l'accompagnait se sont éloignés. Soit dit en passant,

Classé au centre gauche, libéral dans l'âme, avocat d'un populisme « convenable », le Britannique David Goodhart rejoint les analyses de Christophe Guilluy.

c'est un mythe complet de faire du *Brexit* une décision motivée par le racisme ou la nostalgie pour l'Empire. L'empire britannique s'est constitué, si je puis dire, presque par hasard, et s'est dissous dans la vingtaine d'années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, sans grande nostalgie ni opposition. C'est en partie parce que, contrairement à la France, nous n'avions que peu de colons dans les territoires de l'Empire. Aujourd'hui, moins de 10 % de la population du Royaume-Uni considèrent que vous devez être blanc pour être un « vrai » Britannique. Et comme vous le soulignez, l'opposition à l'immigration de masse dans ces dernières années s'est portée sur les migrations d'Européens de l'Est, Blancs et chrétiens. En outre, il y a beaucoup plus de résistance à l'immigration de travail non qualifié qu'à l'immigration de travail qualifié, ce qui n'a aucun sens si la motivation de cette opposition est raciste.

Beaucoup d'« *anywhere* » expriment leur radicalisme politique libéral à travers un engagement abstrait pour une immigration la plus ouverte possible. Ils pensent que la « diversité » est forcément aimable. Ils cultivent de faibles attachements au groupe, y compris la nation et les lieux. Ils ont tendance à considérer la société comme une addition aléatoire et nient tout problème de « capacité d'absorption ». Les « *somewhere* » ont une expérience plus directe et plus concrète de l'immigration et pâtissent de ses conséquences négatives, en premier lieu la compétition pour les ressources – déclinantes – de l'État-providence. Ils déclarent des attachements plus forts, en particulier à l'État-nation et à des lieux particuliers, qu'ils estiment mis en danger et affaiblis par une immigration trop rapide et trop massive.

ÉLÉMENTS : Vous écrivez à plusieurs reprises que c'est le rythme du changement, trop rapide, qui susciterait l'opposition des « Quelque-part ». N'est-ce pas plutôt la destination finale elle-même, dont le peuple a pleinement conscience et que la grande majorité de celui-ci rejette ?

DAVID GOODHART. Oui, le changement au sein des sociétés libérales modernes s'est presque toujours fait dans le sens de liens communautaires plus faibles, de la disparition des structures d'encadrement et des traditions ; de plus en plus de récompenses pour l'« intelligence », et d'une moindre reconnaissance pour l'emploi non qualifié. La nostalgie, dans ce contexte, est parfaitement rationnelle pour tous ceux qui ne bénéficient pas du changement inspiré par les « *anywhere* ».

ÉLÉMENTS : Vous opposez un populisme « décent » ou convenable à un populisme illégitime ou infréquentable. Quelles sont les lignes de partage qui définissent selon vous le légitime de l'illégitime ?

LES « SOMEWHERE » DÉCLARENT DES ATTACHEMENTS FORTS, EN PARTICULIER À L'ÉTAT-NATION ET À DES LIEUX PARTICULIERS, DONT ILS ESTIMENT QU'ILS SONT MIS EN DANGER ET AFFAIBLIS PAR UNE IMMIGRATION TROP RAPIDE ET TROP MASSIVE

Dans quelle catégorie placez-vous le bloc populiste français, qui semble s'agréger désormais autour du seul Rassemblement national de Marine Le Pen ?

DAVID GOODHART. Les populistes que j'appelle « convenables » ont largement accepté la libéralisation de ces dernières années en matière de race, de genre et de sexualité. Ce qui ne veut pas dire qu'ils sont devenus des libéraux. Cela ne les empêche pas de croire à des communautés stables, à des frontières bien gardées, à des droits nationaux plutôt qu'universels, à une intransigeance en matière de criminalité... Je considère la grande majorité des partis populistes – y compris le Rassemblement national – comme parfaitement convenables. Le racisme est une des lignes de partage évidentes, de même que la brutalité, c'est pourquoi je tiens les partis violents, telle Aube dorée en Grèce, comme non légitimes. Les populistes convenables acceptent l'idée d'égalité des hommes, même s'ils ne ressentent pas les mêmes obligations à l'égard de tous les hommes. Je crois aussi qu'il faut éviter ce que nous faisons trop souvent, à savoir deux poids deux mesures à l'égard de l'extrême gauche et de l'extrême droite. Beaucoup d'hommes politiques de la gauche « bon teint » furent trotskystes ou autre, et usèrent de la violence pour abattre le capitalisme ou la société en général. Nous voyons leur changement et leur recentrage comme une bonne chose, mais nous n'en faisons pas de même à l'égard de ceux qui ont un passé d'extrême droite ou néo-nazi et qui ont procédé au même recentrage.

ÉLÉMENTS : Vous rappelez ce qui a longtemps constitué une évidence, mais que les « *anywhere* » ont contribué à diaboliser, à savoir que le sentiment national est nécessaire à la solidarité et que celle-ci, par conséquent, ne peut s'exercer que dans le cadre d'une citoyenneté partagée. Dans ces conditions, quelle est votre position à l'égard des politiques de « préférence » ou de « priorité » nationale ?

DAVID GOODHART. Oui, la priorité donnée à ses concitoyens ou ce qu'on appelle la préférence nationale, me semble une idée tout à fait légitime, qui rentre ouvertement en conflit avec les principes et les pratiques actuels de libre circulation et de citoyenneté commune



promues par l'Union européenne. Je crois que l'opposition à la libre circulation des hommes serait moins forte si les migrants des autres pays européens n'avaient pas les mêmes droits dès leur arrivée, mais acquerraient leurs droits sociaux au bout d'un certain temps, au moins deux ans. Ce brin de dogmatisme de l'UE a certainement fini par coûter l'adhésion des peuples à l'Europe. Il y a par ailleurs la question complexe du degré d'ouverture souhaitable pour nos échanges commerciaux et de l'harmonisation réglementaire que cette ouverture requiert. Je n'ai pas d'expertise dans ce domaine, mais mon intuition est qu'autoriser davantage de souveraineté nationale ne nous ferait pas perdre la plus grande partie des bénéfices du libre commerce. Je crois important de rappeler que le contrat social national importe davantage à ceux qui allient faibles revenus et faible pouvoir politique. C'est en cela qu'il n'y a pas de dogme « *somewhere* » : il est rationnel, à la fois psychologiquement et économiquement, de favoriser le contrat social national. Appartenir à des pays riches comme la France ou la Grande-Bretagne est en soi une source importante de statut pour des gens qui ont peu, et la solidarité nationale qui s'exprime dans le cadre d'un État-providence importe davantage aux moins riches, c'est une évidence.

ÉLÉMENTS : Vous plaidez pour une réconciliation, un « nouveau compromis » entre les forces en présence. Il revient logiquement au bloc élitaire, démocratiquement minoritaire mais socialement et politiquement dominant, de faire des concessions au bloc populiste. En quoi peuvent consister ces concessions ? Peuvent-elles être suffisantes à réconcilier la société autour de principes et d'objectifs partagés ? Parallèlement, à quels renoncements devraient consentir les populistes ?

DAVID GOODHART. Je l'ai dit, je crois que les deux visions du monde sont légitimes, et qu'en même temps, nos problèmes politiques actuels proviennent de l'hégémonie de la conception « *anywhere* », et de l'évidente incapacité de la majorité des politiques à prendre en compte un autre point de vue. À mon sens, il ne faudrait pas renverser la balance et aller vers une hégémonie des « *somewhere* ». Cependant, à court terme, les concessions doivent venir des « *anywhere* », en par-

ticulier sous la forme de niveaux d'immigration plus modestes, d'un retissage du contrat social national, d'un ralentissement des changements sociétaux... Le problème est qu'il est plus difficile de faire des compromis sur les sujets culturels que sur les sujets économiques. Vous ne pouvez mener une politique d'immigration à la fois ouverte et restrictive !

ÉLÉMENTS : Fondateur d'une revue, *Prospect*, souvent considérée de centre gauche, vous osez faire des constats, en particulier sur le multiculturalisme et l'immigration de masse, qu'on ne trouverait assurément pas dans des magazines français similaires. Comment vos analyses sont-elles reçues dans les milieux intellectuels britanniques que vous fréquentez et dans lesquels les « Partout » sont ultra-majoritaires ? Avez-vous été victime d'un ostracisme, comparable notamment à celui qu'a connu Christophe Guilluy pour ses recherches sur la France périphérique ?

DAVID GOODHART. C'est presque par hasard que j'ai eu à traiter de sujets polémiques au fil des années. Je me suis d'abord attiré des ennuis en pointant, dans un essai écrit en 2004, les tensions entre diversité et solidarité : je fus alors traité de raciste par beaucoup. J'ai été jadis un libéral de gauche assez orthodoxe, je me qualifierais plutôt aujourd'hui de social-démocrate vaguement conservateur. Je me suis éloigné de ma tribu d'origine, mais également d'un certain nombre d'autres personnes. Cet éloignement a été facilité par le spectacle d'une gauche refusant le résultat d'un référendum démocratique et s'enfermant dans une sorte d'économisme méprisant, dans lequel la seule chose qui compte est de savoir si on sera plus riche ou plus pauvre de 500 £ dans trois ans. Un grave problème se pose dans une société quand un niveau supérieur de formation universitaire produit une population cultivée aux idées politiques constitutives de son identité, et qui dès lors, trouve difficile de penser la politique de façon rationnelle. C'est peut-être un paradoxe apparent, mais je crois que beaucoup de gens moins diplômés et moins investis dans la chose publique sont souvent plus clairvoyants, car leur vision est moins obscurcie par l'idéologie. Oui, je pense que Christophe Guilluy et moi-même avons pas mal de choses en commun, même s'il parle plus des « lieux » et moi davantage de « valeurs ». J'ai aussi beaucoup de sympathie pour Emmanuel Todd, qui réussit à être cette « chose » assez rare et pour le moins originale en France, à savoir un intellectuel de la gauche populiste et non marxiste.

FIN

David Goodhart, *Les deux clans. La nouvelle fracture mondiale*, Les Arènes, 400 p., 20,90 €.

Le mensuel *Prospect*, fondé en 1995 par David Goodhart, lui ressemble : il est éclectique, il aime les débats et s'est imposé dans le paysage intellectuel britannique.